

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

12 JUIN 1989

PROPOSITION DE RESOLUTION

relative à l'application de l'Acte
unique européen et à
l'Union européenne

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITE D'AVIS
CHARGE DE QUESTIONS EUROPEENNES (1)

PAR M. CROUX

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de sa réunion du 18 avril 1989, votre Comité d'avis m'a demandé d'actualiser mon rapport du 22 avril 1986 sur l'acte unique européen (voir doc. n° 500-1 (Eur.), 1985-1986 — n° 1).

La base de réflexion de ce travail est la résolution présentée par le Comité (Doc. n° 500/1 (Eur) 1985-1986) et adoptée par la Chambre le 10 juillet 1986. Votre rapporteur a examiné l'évolution de la situation au cours des trois dernières années.

La résolution comportait deux parties : la première concerne l'Acte européen, la seconde l'Union européenne.

(1) Composition du Comité d'Avis :

Président : M. Nothomb.

A. — Chambre des Représentants :	B. — Parlement européen :
C.V.P. Mme Kestelyn-Sierens, M. Van Wambeke	MM. Croux, Marck.
P.S. MM. Denison, De Raet.	MM. Glinne, Remacle.
S.P. MM. Galle, Willockx.	M. Vernimmen.
P.V.V. M. Mahieu.	M. De Gucht.
P.R.L. M. Damseaux.	M. Toussaint.
P.S.C. M. Gehlen.	M. Herman.
V.U. Mme Maes.	M. Van de Meulebroucke.
Agalev	M. Staes.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

12 JUNI 1989

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende de toepassing van
de Europese Akte en de
Europese Unie

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITE VOOR
EUROPESE AANGELEGENHEDEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER CROUX

DAMES EN HEREN,

Tijdens zijn vergadering van 18 april 1989 heeft uw Adviescomité mij gevraagd mijn verslag van 22 april 1986 over de toepassing van de Europese Unie te actualiseren (zie stuk n° 500-1 (Eur.), 1985-1986).

Als uitgangspunt daarvoor werd genomen de resolutie die door het Comité was uitgewerkt (Stuk n° 500/1 (Eur) - 1985/1986) en door de Kamer goedgekeurd op 10 juli 1986. Uw rapporteur heeft onderzocht hoe de situatie zich de afgelopen drie jaar heeft ontwikkeld.

De resolutie bestond uit twee delen : één over de Europese Akte en één over de Europese Unie.

(1) Samenstelling van het Adviescomité :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Kamer van Volksvertegenwoordigers :	B. — Europees Parlement :
C.V.P. Mevr. Kestelyn-Sierens, H. Van Wambeke	HH. Croux, Marck.
P.S. HH. Denison, De Raet.	HH. Glinne, Remacle.
S.P. HH. Galle, Willockx.	H. Vernimmen.
P.V.V. H. Mahieu.	H. De Gucht.
P.R.L. H. Damseaux.	H. Toussaint.
P.S.C. H. Gehlen.	H. Herman.
V.U. Mevr. Maes.	H. Van de Meulebroucke.
Agalev	H. Staes.

I. — L'ACTE EUROPEEN

1. En ce qui concerne la concrétisation politique des déclarations d'intention contenues dans l'Acte unique :

grâce à l'action 1992, les choses ont évolué; les résultats de cette action ont dépassé toutes les espérances.

En plus de la réalisation du marché intérieur, les autres objectifs de l'Acte unique sont également en bonne voie :

la cohésion sociale et économique, le développement technologique, la politique de l'environnement et la protection des consommateurs. On a également commencé à se pencher sur la dimension sociale et sur la réalisation de l'union monétaire. La coopération politique européenne connaît par contre une évolution moins favorable. La politique extérieure de la Communauté n'est pas assez active dans le nouveau contexte d'ouverture vers l'Europe de l'Est. La Communauté européenne doit se manifester davantage dans ce domaine.

2. en ce qui concerne la fin de la pratique du veto dans le processus décisionnel du Conseil de ministres :

la décision du Conseil de ministres du 22 juin 1987 a permis d'améliorer le mode de fonctionnement du Conseil et le « compromis de Luxembourg » n'est même plus évoqué aujourd'hui. On constate donc une nette amélioration sur ce point.

3. en ce qui concerne « la procédure de collaboration » entre le Parlement, le Conseil et la Commission : l'évolution est favorable :

la moitié des amendements du Parlement ont été repris par la Commission et 50 % de ces derniers ont ensuite été adoptés par le Conseil.

En d'autres termes, 25 % des amendements du Parlement ont été transposés dans la législation, ce qui constitue un résultat satisfaisant.

Selon une étude faite par les services du Parlement européen, ce pourcentage serait nettement plus élevé si l'on tient compte des amendements adoptés en deuxième lecture.

4. en ce qui concerne les compétences exécutives de la Commission : une controverse sur le problème de la « comitologie » oppose le Parlement, la Commission et le Conseil. Ce dernier entoure en effet la Commission de comités nationaux d'experts qui ont non seulement une mission consultative ou de gestion, mais qui peuvent également jouer un rôle sur le plan réglementaire.

Le Parlement a saisi la Cour de justice de ce problème mais sa requête a été déclarée irrecevable.

Le Parlement a, à présent, entrepris une nouvelle action en vue d'organiser, avec la Commission et le Conseil, un trilogue permettant d'améliorer la situation.

I. — DE EUROPESE AKTE

1. Betreffende de omzetting van de in de Europese Akte gedane intentieverklaringen in een concreet beleid :

dank zij de actie 1992, is de toestand geëvolueerd; de resultaten ervan zijn buiten verwachting geweest.

Naast de voltooiing van de interne markt is er ook vooruitgang op het gebied van de andere doeleinden van de Europese Akte : de sociale en economische cohesie, de technologische ontwikkeling, het milieubeleid en de consumentenbescherming. Ook werd een begin gemaakt met het onderzoek naar en de totstandkoming van de sociale dimensie van de moneitaire unie. Niet zo gunstig, daarentegen, is het beeld inzake de Europese politieke samenwerking waarin te weinig vooruitgang gemaakt wordt. Er bestaat tot nu toe te weinig communautair beleid inzake de internationale relaties en dit in de nieuwe context van de opening naar Oost-Europa. De Europese Gemeenschap moet in dat domein sterker op de voorgrond treden.

2. betreffende het einde van de vetopraktijk bij de besluitvorming in de Raad van Ministers :

dank zij het besluit van de Raad van Ministers van 22 juni 1987 is er een betere methode voor de werking van de Raad tot stand gekomen en er wordt tegenwoordig zelfs geen gewag meer gemaakt van « het compromis van Luxemburg ». Er is dus op dit punt een gevoelige verbetering gekomen.

3. betreffende de « samenwerkingsprocedure » tussen Parlement, Raad en Commissie : men kan een goede ontwikkeling vaststellen :

de helft van de amendementen van het Parlement werd door de Commissie overgenomen en 50 % daarvan werd daarna door de Raad aanvaard.

Met andere woorden, 25 % van de amendementen van het Parlement is in de wetgeving opgenomen, wat een bevredigend resultaat is.

Luidens een onderzoek dat door de diensten van het Europese Parlement is verricht, zou dat percentage aanzienlijk hoger liggen, indien rekening wordt gehouden met de in tweede lezing aangenomen amendementen.

4. betreffende de uitvoerende bevoegdheden van de Commissie : er is betwisting tussen het Parlement, de Commissie en de Raad over het probleem van de zogenaamde « comitologie ». De Raad omringt de Commissie immers met nationale comités van experts die niet alleen een raadgevende of beheersopdracht hebben, maar ook verordenend kunnen optreden.

Het Parlement heeft zich terzake tot het Hof van Justitie gewend, maar het verzoek werd niet ontvankelijk verklaard.

Op dit ogenblik is een nieuwe actie van het Parlement ingeleid om met de Commissie en de Raad een driepartijengesprek te organiseren tot verbetering van de situatie.

On s'accorde en effet assez généralement à reconnaître que le système actuel manque d'efficacité et est préjudiciable à l'exercice d'un véritable pouvoir exécutif par la Commission, ce qui constituait tout de même l'objectif de l'Acte unique.

Des problèmes importants subsistent malgré tout. L'unanimité demeure requise au sein du Conseil pour les décisions en matière d'harmonisation fiscale et de rapprochement des législations sociales, ainsi que dans bien d'autres domaines, ce qui provoque de grandes difficultés. En outre, le déficit démocratique persiste, c'est-à-dire que les compétences du Parlement européen en matière de législation et de contrôle sont toujours insuffisantes. Il s'impose par conséquent de persévérer dans la voie de l'Union européenne.

II. — L'UNION EUROPEENNE

On peut dire :

1. que le Parlement belge continue à œuvrer dans l'avènement de l'Union européenne (rapport Van Wambeke sur l'Union européenne et sur un Parlement européen constituant (Doc. n° 20-728, 1988-1989)); des mouvements se font jour pour réclamer la tenue d'un référendum éventuel en même temps que les élections européennes; le Parlement italien a voté une loi relative à l'organisation d'un référendum.

2. que depuis la création du Comité d'avis chargé de questions européennes, la Belgique est à la pointe en ce qui concerne la coopération entre le Parlement européen et les Parlements nationaux. Ce Comité est considéré comme un exemple à suivre.

3. que la situation est moins brillante en ce qui concerne la transposition du droit européen dans la législation nationale. L'idée d'un programme législatif et celle d'un rapport annuel du Gouvernement au Parlement n'ont en effet, pour diverses raisons, pas encore été concrétisées. On ne doit cependant pas abandonner ces idées. Il importe pour l'avenir que le Parlement belge soit régulièrement informé par le Gouvernement et qu'un débat soit organisé chaque année sur les progrès réalisés par la Communauté européenne en ce qui concerne l'avènement de l'Union européenne.

DISCUSSION EN COMITE D'AVIS LE 9 MAI 1989

Après que le rapporteur eût commenté son rapport et la proposition de résolution y faisant suite, un membre du Comité d'avis a souhaité que l'on reformule le quatrième point de la partie du dispositif précédant la demande au gouvernement de manière à mettre l'accent sur le rôle qui doivent également jouer les Etats membres de la Communauté européenne en tant que tels dans la réalisation de l'Union européenne ainsi que dans l'application de l'Acte Unique (Le texte initial faisait référence aux efforts des institutions

Vrij algemeen wordt inderdaad erkend dat het huidige stelsel niet efficiënt is en tekort doet aan een reële uitvoerende bevoegdheid van de Commissie, wat toch de bedoeling was van de Europese Akte.

Toch blijven er grote problemen bestaan. Voor de besluitvorming in de Raad inzake de fiscale harmonisatie, sociale toenadering en talrijke andere gebieden blijft eenparigheid vereist, wat grote moeilijkheden veroorzaakt. Bovendien blijft het zogenaamde democratische deficit bestaan, dat wil zeggen onvoldoende parlementaire bevoegdheid inzake wetgeving en controle. Daarom is het een vereiste dat verder naar de Europese Unie wordt toegewerkt.

II. — DE EUROPESE UNIE

Er kan worden gesteld dat :

1. het Belgische Parlement blijft ijveren voor de Europese Unie (rapport Van Wambeke over de Europese Unie en een grondwetgevend Europees Parlement (Stuk n° 20-728, 1988-1989)); voorts wordt een tendens zichtbaar om eventueel gelijktijdig met de Europese verkiezingen een referendum te houden; het Italiaanse Parlement heeft een wet betreffende het inrichten van een referendum aangenomen.

2. inzake samenwerking tussen het Europese Parlement en de nationale Parlementen, België aan de top staat met het Adviescomité voor Europese aangelegenheden. Dit comité wordt als een goed voorbeeld beschouwd dat zou moeten gevolgd worden.

3. betreffende de toepassing van het gemeenschapsrecht in de nationale wetgeving, de uitkomst minder positief is. Inderdaad, de idee van het wetgevende programma en van een jaarlijks verslag van de Regering aan het Parlement werden, om diverse redenen, nog niet geconcretiseerd. Maar die gedachten moet men niet loslaten. Het is noodzakelijk voor de toekomst dat het Belgische Parlement geregeld door de Regering wordt ingelicht en dat er, eens per jaar, een debat zou gehouden worden over de evolutie in de Europese Gemeenschap op de weg van de Europese Unie.

BESPREKING IN HET ADVIESCOMITE VAN 9 MEI 1989

Nadat de rapporteur bij zijn verslag en het daarop aansluitende voorstel van resolutie commentaar had verstrekt, wenste een lid van het Adviescomité dat het vierde punt van het aan het verzoek aan de Regering voorafgaande gedeelte van het dispositief opnieuw zou worden geformuleerd; aldus zou de klemtoon komen te liggen op de rol die ook de Lid-Staten van de Gemeenschap als dusdanig moeten spelen zowel bij de totstandbrenging van de Europese Unie als bij de toepassing van de Europese Akte. (De oorspronkelijke

« européennes et nationales », en vue de la réalisation de l'Union européenne et ne mentionnait pas l'Acte unique).

Un autre membre a ensuite proposer d'ajouter un tiret entre le premier et le deuxième tiret existant dans la demande au gouvernement en vue de rappeler à ce dernier le soutien qu'il devrait assurer à la demande du Parlement européen concernant la poursuite de l'intégration européenne et sa nécessaire adaptation institutionnelle, lors du prochain conseil de Madrid.

De façon à couvrir l'ensemble des matières susceptibles de faire l'objet d'un programme législatif pour la transposition des directives, le troisième tiret précisera qu'un tel programme devra être proposé par le gouvernement « à tous les niveaux institutionnels belges ».

Enfin, au quatrième tiret, le mot « annuellement » vient remplacer le mot « régulièrement ».

*
* *

La proposition de résolution ainsi amendée a été adoptée par le Comité d'Avis.

Le Rapporteur,

B. CROUX

Le Président,

Ch.-F. NOTHOMB

tekst had het over de inspanningen van de « Europese en nationale » instellingen met het oog op de totstandbrenging van de Europese Unie en maakte geen melding van de Europese Akte).

Vervolgens stelde een ander lid voor tussen het eerste en tweede streepje in het verzoek aan de Regering een streepje toe te voegen ten einde de Regering eraan te herinneren dat ze tijdens de aanstaande Raad van Madrid haar steun moet verlenen aan het verzoek van het Europese Parlement om de Europese integratie en de daardoor noodzakelijke institutionele aanpassing voort te zetten.

Ten einde alle aangelegenheden te bestrijken die in aanmerking kunnen komen voor een wetgevend programma tot omzetting van de richtlijnen, moet het derde streepje preciseren dat de regering een dergelijk programma « aan alle Belgische institutionele niveaus » moet voorleggen.

Na het vierde streepje, ten slotte, komt het woord « jaarlijks » in de plaats van het woord « geregeld ».

*
* *

Het aldus gewijzigde voorstel van resolutie werd door het Adviescomité aangenomen.

De Rapporteur,

B. CROUX

De Voorzitter,

Ch.-F. NOTHOMB

**PROPOSITION DE RESOLUTION ADOPTEE
PAR LE COMITE D'AVIS**

La Chambre,

Vu la résolution qu'elle a adoptée le 10 juillet 1986 à l'occasion de la ratification de l'Acte unique européen portant modification des Traités européens;

Vu le rapport n° 20-847/1-88/89 de son Comité d'Avis chargé de questions européennes;

Vu les *objectifs fondamentaux* de l'Acte unique;

Considérant que l'application de l'Acte unique a accéléré le processus d'intégration européenne;

Considérant que de nombreuses directives visant à réaliser l'achèvement du marché intérieur pour 1992 ont déjà été adoptées, bien que d'importantes décisions doivent encore être prises, notamment en ce qui concerne l'harmonisation fiscale, la suppression du contrôle des personnes aux frontières et les mesures phytosanitaires;

Considérant que des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne les autres objectifs de l'Acte unique : la cohésion sociale et économique, la recherche scientifique commune et le développement technologique, la politique de l'environnement et la protection des consommateurs, et que de nouvelles initiatives sont prises en ce qui concerne la dimension sociale et la coopération monétaire;

Constatant que la réalisation du marché intérieur fait prendre davantage conscience de la nécessité de conférer une dimension sociale et culturelle à l'intégration européenne;

Considérant que trop peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne la coopération politique européenne à l'échelon international, ce qui est particulièrement fâcheux à une époque où la situation géopolitique et les réalisations Est-Ouest connaissent une évolution sensible;

Vu les *réformes institutionnelles* découlant de l'Acte unique;

Considérant que sur le plan institutionnel, le processus décisionnel du Conseil de ministres a été amélioré, mais que l'unanimité reste requise dans de trop nombreux cas, ce qui freine par trop le processus d'intégration et constitue souvent un obstacle en particulier dans les domaines social, fiscal et monétaire;

Considérant que les compétences et l'influence du Parlement européen ont pu être étendues grâce à la procédure de coopération au plan législatif et grâce à la procédure d'avis conforme obligatoire en matière de traités internationaux;

Considérant que le problème du déficit démocratique de la Communauté européenne persiste malgré tout en raison de l'insuffisance des compétences du Parlement en matière de législation et de contrôle politique, ce qui, dans une communauté démocratique pose des problèmes sans cesse croissants alors même

**DOOR HET ADVIESCOMITE AANGENOMEN
VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

De Kamer,

Gelet op haar resolutie van 10 juli 1986 naar aanleiding van de ratificatie van de Europese Akte tot wijziging van de Europese Verdragen,

Gelet op het verslag van haar Adviescomité voor Europese Aangelegenheden n° 20-847/1-88/89;

Gelet op de *doelstellingen ten gronde* van de Europese Akte,

Overwegende dat de toepassing van de Europese Akte een stroomversnelling tot stand bracht in de Europese integratie,

Overwegende dat de richtlijnen tot voltooiing van de interne markt tegen 1992 reeds in grote mate tot stand kwamen, alhoewel nog belangrijke beslissingen zijn te treffen, in het bijzonder wat betreft de fiscale harmonisatie, de afschaffing van de controle op personen aan de grenzen en de fytosanitaire maatregelen,

Overwegende dat ook vooruitgang werd geboekt op het gebied van de andere doelstellingen van de Europese Akte : de sociale en economische cohesie, het gemeenschappelijk wetenschappelijk onderzoek en de technologische ontwikkeling, het milieubeleid en de consumentenbescherming, en dat nieuwe stappen worden gezet inzake de sociale dimensie en de monetaire samenwerking,

Vaststellend dat de voltooiing van de interne markt het bewustzijn versterkt van de noodzakelijkheid van de sociale en ook culturele dimensies van de Europese integratie,

Overwegende dat te weinig vooruitgang werd geboekt inzake de Europese politieke samenwerking op internationaal vlak, wat bijzonder nadelig is in een tijdperk van gevoelige veranderingen in de geopolitieke situatie en de Oost-Westverhoudingen,

Gelet op de *institutionele hervormingen* in de Europese Akte,

Overwegende dat op institutioneel vlak verbeteringen tot stand kwamen in de besluitvorming van de Raad van Ministers, maar dat in te veel belangrijke gevallen nog de eenparigheid is vereist, hetgeen de noodzakelijke integratie al te zeer afremt en dikwijls verhindert, vooral op sociaal, fiscaal en monetair gebied,

Overwegende dat de bevoegdheden en de invloed van het Europees Parlement konden worden uitgebreid dank zij de samenwerkingsprocedure op wetgevend vlak en dank zij de procedure van het dwingend eensluidend advies inzake internationale verdragen,

Overwegende dat echter het probleem van het democratisch deficit van de Europese Gemeenschap blijft bestaan wegens onvoldoende parlementaire bevoegdheid op het gebied van wetgeving en politieke controle, hetgeen voor een democratische gemeenschap steeds grotere problemen veroorzaakt nu de

que l'influence de la législation européenne se marque de plus en plus profondément dans la vie quotidienne des citoyens et dans le fonctionnement des entreprises et des institutions;

Constatant que les compétences exécutives de la Commission ont été insuffisamment étendues et que la décision du Conseil en la matière n'est pas conforme aux objectifs de l'Acte unique;

Constatant que les dispositions de l'Acte unique visant à instituer une nouvelle instance judiciaire auprès de la Cour européenne de Justice ont été exécutées sur le plan législatif et que ce nouveau tribunal sera bientôt en mesure d'entamer ses travaux;

Vu la nécessité de progresser encore davantage vers l'Union européenne;

Considérant que l'intégration européenne a déjà pris, en fait et en droit, un tel degré qu'elle doit reposer sur une structure politique plus complète, plus efficace et plus démocratique revêtant la forme d'une union politique;

Confirmant ses points de vue, exprimés dans sa résolution du 10 juillet 1986, selon lesquels il convient de poursuivre sans relâche les efforts déployés en vue de la réalisation de l'Union européenne;

Vu sa résolution relative à l'Union européenne et à un Parlement européen constituant (Doc. n° 20-728, 1988-1989);

Estime :

1. que l'application de l'Acte unique constitue une étape importante vers l'intégration européenne,
2. que tous les objectifs énoncés dans l'Acte unique doivent être réalisés de manière équilibrée,
3. que l'Acte unique ne suffit cependant pas pour réaliser l'Union politique nécessaire,
4. que toutes les institutions communautaires ainsi que les Etats membres doivent poursuivre leurs efforts en vue de l'application de l'Acte unique et de réaliser l'Union européenne dans les plus brefs délais.

Demande au Gouvernement :

— de tout mettre en œuvre pour défendre ces points de vue et objectifs, et ce, dans le cadre du Conseil européen, du Conseil de ministres et de la Coopération politique européenne;

— plus particulièrement, il adjure le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de soutenir, lors du prochain sommet à Madrid, la demande formelle adressée par le Parlement européen au Conseil concernant la poursuite de l'intégration européenne et sa nécessaire adaptation institutionnelle;

— de se montrer particulièrement attentif à la préparation de la Belgique au marché intérieur de 1992, et notamment à la transposition des directives européennes en la matière dans le droit belge en proposant à cet effet, à tous les niveaux institution-

Europese wetgeving steeds verder ingrijpt in het dagelijks leven van de burgers en in de werking van ondernemingen en instellingen,

Vaststellend dat de uitvoerende bevoegdheden van de Commissie onvoldoende werden verruimd en dat het Raadsbesluit terzake niet in overeenstemming is met de doelstellingen van de Europese Akte,

Vaststellend dat de bepalingen uit de Europese Akte tot instelling van een nieuwe gerechtelijke instantie bij het Europese Hof van Justitie worden uitgevoerd op wetgevend vlak en dat deze nieuwe rechtbank binnenkort haar werkzaamheden zal kunnen aanvatten,

Gelet op de noodzakelijkheid van verdere vooruitgang naar de *Europese Unie*,

Overwegende dat de Europese integratie in de feiten en in het recht reeds een zodanige omvang heeft genomen dat haar omkadering door een meer volkomen, doelmatige en democratische, politieke structuur vereist is in de vorm van een politieke unie,

Haar inzichten bevestigend, zoals neergelegd in haar resolutie van 10 juli 1986, om de inspanningen voor de verwezenlijking van de Europese Unie krachtig voort te zetten,

Gelet op haar resolutie over de Europese Unie en een grondwetgevend Europees Parlement (Stuk n° 20-728, 1988-1989),

Is van oordeel dat :

1. de toepassing van de Europese Akte een belangrijke vooruitgang in de Europese integratie betekent,
2. alle doelstellingen van de Europese Akte op een evenwichtige wijze moeten worden gerealiseerd,
3. de Europese Akte nochtans onvoldoende blijft om de noodzakelijke politieke Unie te realiseren,
4. alle gemeenschapsinstellingen, alsmede de Lid-Staten hun inspanningen moeten voortzetten om de Europese Akte toe te passen en zo snel mogelijk de Europese Unie tot stand te brengen.

Verzoekt de Regering :

— alles in het werk te stellen om voornoemde standpunten en doelstellingen te bevorderen, in het raam van de Europese Raad, de Raad van Ministers en van de Europese Politieke Samenwerking;

— bij monde van de Eerste Minister en de Minister van Buitenlandse Betrekkingen, tijdens de aanstaande topontmoeting te Madrid, het formele verzoek te steunen van het Europees Parlement aan de Raad om de Europese integratie en de daardoor noodzakelijke institutionele aanpassing voort te zetten;

— bijzondere zorg te besteden aan de voorbereiding van België op de interne markt na 1992 en in het bijzonder aan de omzetting van de desbetreffende Europese richtlijnen in het Belgische recht, door daartoe, op alle Belgische institutionele niveaus, een legis-

nels belges, un programme législatif et réglementaire élaboré sur la base du programme européen pour la réalisation du marché intérieur à l'horizon 1992;

— de faire annuellement rapport à la Chambre sur la politique qu'il a menée en la matière.

Décide :

— de donner à son Comité d'avis chargé de questions européennes la mission de suivre systématiquement l'application de l'Acte unique et l'évolution de la réalisation de l'Union européenne, et d'informer la Chambre à ce sujet;

— de promouvoir la coopération avec le Parlement européen et avec les parlements nationaux, en vue de stimuler autant que possible la réalisation de l'Union européenne;

— de transmettre la présente résolution au Sénat, au Parlement européen et aux parlements nationaux de la Communauté européenne, ainsi qu'au Conseil européen, au Conseil de ministres et à la Commission des Communautés européennes.

latief en reglementair programma voor te stellen dat is uitgewerkt op basis van het Europese programma tot verwezenlijking van de interne markt tegen 1992;

— jaarlijks verslag uit te brengen bij de Kamer over het door haar gevoerde beleid.

Besluit :

— haar Adviescomité voor Europese Aangelegenheden op te dragen de toepassing van de Europese Akte en de ontwikkeling naar de Europese Unie geregeld te volgen en er de Kamer over te informeren;

— de samenwerking met het Europees Parlement en met de nationale Parlementen te bevorderen, ten einde de verwezenlijking van de Europese Unie zoveel mogelijk te stimuleren;

— deze resolutie over te zenden aan de Senaat, het Europees Parlement en de nationale Parlementen van de Europese Gemeenschap, aan de Europese Raad, aan de Raad van Ministers en aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen.